

NATIONS UNIES



ASSEMBLÉE GÉNÉRALE  CONSEIL DE SÉCURITÉ

Distr.
GENERALE

A/34/104
13134 ✓
4 mars 1979
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

ASSEMBLEE GENERALE
Trente-quatrième session
Point 46 de la liste préliminaire*
APPLICATION DE LA DECLARATION SUR
LE RENFORCEMENT DE LA SECURITE
INTERNATIONALE

UN LIBRARY
'AUG 16 1979
UN/SA COLLECTION

CONSEIL DE SECURITE
Trente-quatrième année

Lettre datée du 3 mars 1979, adressée au Secrétaire général par
le représentant permanent du Viet Nam auprès de l'Organisation
des Nations Unies

J'ai l'honneur de vous transmettre ci-joint le texte de la note envoyée par le Ministère des affaires étrangères de la République socialiste du Viet Nam au Ministère des affaires étrangères de la République populaire de Chine le 2 mars 1979 et de vous prier de bien vouloir en faire distribuer le texte comme document officiel de l'Assemblée générale, au titre du point 46 de la liste préliminaire, et du Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur extraordinaire
et plénipotentiaire,

Représentant permanent auprès
de l'Organisation des
Nations Unies,

(Signé) HA VAN LAU

* A/34/50.

79-05574

/...

ANNEXE

Note datée du 2 mars 1979, adressée au Ministère des affaires étrangères de la République populaire de Chine par le Ministère des affaires étrangères de la République socialiste du Viet Nam

Le Ministère des affaires étrangères de la République socialiste du Viet Nam tient à clarifier comme suit les vues du Viet Nam sur la note No 10-40/79 du 1er mars 1979, adressée à l'Ambassade du Viet Nam en Chine par le Ministère des affaires étrangères de la Chine :

1. Depuis quelques années, bien que les dirigeants chinois intensifient leurs provocations et leurs menaces, le peuple et le Gouvernement vietnamiens, désireux de préserver la paix et l'amitié traditionnelle entre les deux peuples, ont fait preuve de la plus grande retenue et se sont efforcés par tous les moyens de régler tous les problèmes qui se posent dans les relations entre le Viet Nam et la Chine par voie de négociations.

Pour ce qui est des frontières, sans parler des nombreux entretiens entre les provinces frontalières des deux pays, le Gouvernement vietnamien a envoyé à deux reprises une délégation à Pékin pour s'entretenir avec la délégation du Gouvernement chinois. Le Viet Nam a exposé clairement sa juste position de strict respect de la frontière tracée par l'histoire, dans l'esprit de l'accord auquel sont parvenues les deux parties en 1957-1958; en même temps, il a clairement manifesté sa bonne volonté; toutefois, comme la Chine, qui a des ambitions expansionnistes et hégémoniques de grande puissance, n'a manifesté aucun désir de régler ce problème, les négociations n'ont pas abouti.

2. Le 17 février 1979, les dirigeants chinois ont cyniquement lancé une attaque militaire massive sur toute la longueur de la frontière vietnamo-chinoise, déclenchant ainsi une guerre d'agression contre le Viet Nam. Le même jour, l'agence de presse Hsin Hua a publié une déclaration justifiant les visées agressives des dirigeants chinois et avançant, pour tromper l'opinion publique, l'idée d'une rencontre entre les deux parties en vue de négocier le "rétablissement de la paix et de la sécurité sur la frontière entre les deux pays".

Face à cette agression, le peuple vietnamien, agissant en parfaite unité, s'est levé, fermement résolu à lutter pour défendre l'indépendance, la souveraineté et l'intégrité territoriale sacrée de la patrie et il a commencé à frapper l'agresseur à coups bien assenés.

L'agression des dirigeants chinois contre le Viet Nam a immédiatement soulevé une vague d'indignation dans le monde entier. Dès les premières heures, les peuples du monde entier se sont rangés du côté du Viet Nam pour soutenir fermement le juste combat du peuple vietnamien, condamner énergiquement la guerre d'agression des dirigeants chinois et les inviter à cesser l'agression et à évacuer toutes les troupes chinoises du Viet Nam.

Devant cet état de choses, les dirigeants chinois ont d'une part vivement envoyé des renforts de troupes et de moyens de guerre à la frontière sino-vietnamienne et sur le territoire même du Viet Nam, d'autre part avancé une proposition de négociations entre les deux parties, soi-disant "pour mettre fin au présent conflit frontalier entre les deux pays". C'était, de toute évidence, une manoeuvre à la Johnson : proposer "des négociations pour la paix" à chaque escalade de la guerre. Les dirigeants chinois, suivant la trace des impérialistes des Etats-Unis et menant une guerre d'agression contre le Viet Nam, ont imité exactement la manoeuvre trompeuse des "négociations pour la paix" des Etats-Unis. Ils sont voués à l'échec comme les impérialistes des Etats-Unis ont échoué.

3. La position du peuple et du Gouvernement vietnamiens est claire :

Les dirigeants chinois, qui ont commencé la guerre d'agression au Viet Nam doivent mettre fin définitivement à l'agression, ils doivent évacuer immédiatement, totalement et inconditionnellement leurs troupes de l'autre côté de la frontière historique que les deux parties ont convenu d'accepter et ils doivent strictement respecter l'indépendance, la souveraineté et l'intégrité territoriale du Viet Nam.

Alors, le Viet Nam sera prêt à entamer des négociations avec la Chine en vue de rétablir des relations normales entre les deux pays, répondant ainsi aux aspirations légitimes des peuples vietnamien et chinois et au désir des peuples du monde entier.